

# KAS

# ÉCO

Février 2024

Numéro 2

**Partenariat énergétique  
entre l'Algérie et l'Allemagne**

*Signature d'un contrat  
d'approvisionnement en gaz*  
Page 6

**L'Algérie et l'Allemagne  
œuvrent conjointement pour  
une transition durable des PME**

*Cap sur l'économie circulaire*  
Page 10

**Construire une économie circulaire  
dans l'industrie de l'emballage**

*Progrès et défis*  
Page 14

**L'économie mondiale en 2024**

*Des perspectives assombries  
par les risques géopolitiques*  
Page 18

**Armando Garcia Schmid**

Senior Expert, Bertelsmann Stiftung

« Il y a un grand potentiel de coopération dans  
les énergies renouvelables et l'hydrogène vert »

Page 8



KONRAD  
ADENAUER  
STIFTUNG  
Algérie



**Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie**

157 rue Mohamed Zekkal  
16075 El Madania, Alger  
+213 (0) 44 192 505  
kasalgerie@kas.de  
[www.kas.de/algerien](http://www.kas.de/algerien)



# SOMMAIRE

**4**

L'ÉDITO

**6**

L'ÉVÈNEMENT

**PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE**

**ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE**

*Signature d'un contrat d'approvisionnement en gaz*

**8**

L'ENTRETIEN

**ARMANDO GARCIA SCHMID**

**SENIOR EXPERT, BERTELSMANN STIFTUNG**

*« Il y a un grand potentiel de coopération dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert »*

**10**

DOSSIER

**L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE**

**ŒUVRENT CONJOINTEMENT POUR**

**UNE TRANSITION DURABLE DES PME**

*Cap sur l'économie circulaire*

**17**

ALLEMAGNE

**LES RETOMBÉES**

**DE LA CRISE BUDGÉTAIRE**

**18**

CONJONCTURE

**L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2024**

*Des perspectives assombries par les risques géopolitiques*

# L'ÉDITO

**D**ans cette deuxième édition du magazine KAS ECO, nous poursuivons notre exploration des enjeux économiques dans la relation entre l'Algérie et l'Allemagne, en vous tenant informés des événements et activités récents et pertinents.

Cette fois-ci, notre attention se porte sur l'économie durable. Il ne s'agit pas seulement du recyclage des déchets, mais d'une approche bien plus large, pratiquée depuis longtemps en Allemagne. C'est une philosophie qui met en avant la durabilité, la résilience et l'efficacité dans le cycle économique, tout en créant des opportunités économiques. À travers des témoignages d'acteurs allemands évoluant dans ce domaine, nous vous offrons un aperçu de cette pratique, tant en Allemagne que dans notre propre pays.

Bien entendu, l'actualité économique a été marquée par la visite d'une délégation allemande dirigée par le ministre de l'Économie et de la Protection du climat, le Dr Robert Habeck, accompagné d'hommes d'affaires et de journalistes. Cette visite a renforcé les relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne, notamment en matière d'approvisionnement en gaz, tout en contribuant à jeter les bases d'un échange économique à long terme entre les deux pays.

La promotion d'une économie durable reste un défi permanent, prenant en compte les perspectives des différentes générations et influençant notre manière de vivre et de travailler ensemble dans nos sociétés.

Nous vous souhaitons une agréable lecture du numéro 2 de KAS ECO.

**Matthias Schäfer**

Directeur  
*Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie*





---

Pour plus de détails sur la fondation Konrad Adenauer  
en Algérie, merci de visiter le site du bureau :  
[www.kas.de/algerien](http://www.kas.de/algerien)

# L'ÉVÈNEMENT

## PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE

### *Signature d'un contrat d'approvisionnement en gaz*

*L'Algérie et l'Allemagne qui entretiennent un partenariat énergétique étroit depuis 2015 viennent de franchir un nouveau cap, et ce, par la signature d'un nouveau contrat d'approvisionnement en gaz sur le moyen terme.*

**E**n effet, et en marge de la visite du vice-chancelier allemand Robert Habeck en Algérie les 7 et 8 février, la compagnie algérienne Sonatrach et la Société allemande VNG Handel & Vertrieb GmbH, basée à Leipzig et filiale à 100 % de VNG AG, ont franchi une importante étape en procédant à la signature d'un contrat d'approvisionnement en gaz sur le moyen terme. Ce contrat a été signé le 8 février 2024 à Alger et témoigne de l'étroite coopération entre les deux sociétés, selon le communiqué ayant sanctionné la rencontre. M. Rachid Hachichi, Président Directeur Général de Sonatrach a déclaré, à cet effet, que : " Nous sommes heureux de renforcer notre partenariat énergétique avec l'Europe à travers ce contrat historique avec la société VNG, qui marque le début des livraisons de gaz naturel à l'Allemagne, pays avec lequel nous estimons qu'un grand potentiel existe pour développer davantage cette coopération commerciale et l'étendre dans le future vers d'autres domaines de la chaîne de valeur énergétique tel que l'hydrogène". Pour sa part, M. Ulf HEITMÜLLER, Président Directeur Général de VNG a affirmé : "Nous sommes ravis d'avoir pu conclure un contrat d'approvisionnement en gaz sur le moyen terme avec Sonatrach. VNG devient ainsi la première entreprise allemande à acheter du gaz via pipeline à partir de l'Algérie. Ce contrat jette les bases d'une relation de confiance en matière d'approvisionnement, ouvre de nouvelles perspectives et renforce le partenariat énergétique germano-algérien». Et d'ajouter : «Outre le fait que le gaz naturel algérien soit un produit essentiel pour garantir la sécurité énergétique, nous envisageons, à long terme, d'établir un partenariat dans le domaine de l'hydrogène avec Sonatrach et d'importer, à l'avenir, de l'hydrogène vert à partir de l'Algérie vers l'Allemagne. L'achat de gaz

algérien via pipeline vers l'Allemagne constitue une diversification supplémentaire du portefeuille d'achat de VNG, renforçant ainsi sa position en tant que partenaire fiable envers ses clients et apporte une contribution importante à la sécurité de ses approvisionnements". Il y lieu de signaler que la durée du contrat et les volumes convenus n'ont pas été divulgués par les entreprises.



## De l'hydrogène vert algérien pour décarboner l'industrie allemande

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Allemagne et l'Union européenne ont rompu leurs accords énergétiques avec la Russie et signant de fait la fin du gaz « bon marché ».

À la recherche de points d'approvisionnement nouveaux, l'Allemagne se tourne désormais vers l'Algérie pour assurer son approvisionnement en hydrogène. L'Allemagne prévoit de consommer jusqu'à 4 millions de tonnes d'hydrogène décarboné par an à l'horizon 2030, notamment pour décarboner son industrie. D'ici 2030, le gouvernement allemand estime que la demande d'importation d'hydrogène se situera entre 45 et 90 TWh par an. Une grande partie de l'hydrogène pourrait être acheminée par le réseau existant de gazoducs reliant l'Algérie au continent européen via le projet connu sous le nom de « Corridor Centre-Sud » (SouthH2 Corridor), soutenus par Berlin et Rome. Vraie dorsale de transport de l'hydrogène

de l'Algérie vers l'Allemagne, via la Tunisie, l'Italie et l'Autriche, le projet vise à fournir un hydrogène renouvelable en utilisant les gazoducs existants. L'Algérie qui dispose d'un potentiel important espère, pour sa part, répondre à 10 % de la demande d'hydrogène de l'UE d'ici à 2040. Et d'ici là, et bien que le transport d'hydrogène vers l'Europe n'est pas encore un projet concret, plusieurs entreprises allemandes ont déjà commencé à conclure des accords avec le secteur algérien de l'énergie. VNG, le deuxième plus grand grossiste en gaz d'Europe de l'Est, est devenu la première entreprise énergétique allemande à acquérir du gaz algérien, en concluant un accord avec la société d'Etat Sonatrach.



© Photo DR

## L'ENTRETIEN

# ARMANDO GARCIA SCHMID

SENIOR EXPERT, BERTELSMANN STIFTUNG

## « Il y a un grand potentiel de coopération dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert »

**M. Garcia Schmidt, pouvez-vous nous expliquer brièvement pourquoi la Fondation Bertelsmann s'intéresse à l'économie circulaire et quels sont vos objectifs pour la conférence du 20 février ?**

La Bertelsmann Stiftung est une institution à but non lucratif et indépendante. Nous nous identifions à un Think Tank s'attendant aux grands défis politiques, économiques et sociaux de notre société. En outre, nous nous intéressons au futur du système de santé, à la gestion des migrations et à la bonne gouvernance. Personnellement, je travaille en tant qu'expert dans un programme économique visant à soutenir les entreprises dans l'innovation et la compétitivité. Notre objectif est d'arriver à une économie durable qui respecte les ressources naturelles. Dans ce contexte, l'économie circulaire joue un rôle clé. Contrairement à un système linéaire qui générerait d'énormes problèmes environnementaux, en particulier en termes de déchets globaux, notre motivation est d'établir un système d'économie circulaire intelligent qui clôture le cycle de vie des produits et réinvente les déchets en de nouveaux matériaux, tout en créant de nouveaux modèles d'affaires. Le gouvernement allemand a mis en place une stratégie nationale d'économie circulaire, et nous, à la Bertelsmann Stiftung, allons en discuter lors d'une conférence qui se tiendra le 20 février à Berlin.

**Comment décririez-vous l'état actuel de l'économie circulaire en Allemagne, un pays qui est également connu en Algérie pour son rôle de pionnier dans ce domaine ?**

D'une certaine manière, l'Allemagne est certainement un pionnier. Au cours des dernières années, l'Allemagne a réussi à augmenter fortement la productivité des matières premières. Cela signifie que les entreprises sont de plus en plus efficaces dans la valorisation des ressources matérielles utilisées. Mais ce que nous avons réalisé jusqu'à présent ne parvient pas encore à pleinement nous

satisfaire. En effet, la consommation absolue de ressources reste toujours aussi élevée depuis 2010. L'économie allemande consomme chaque année un volume inimaginable de 16 tonnes de matériaux par habitant. Et même en Allemagne, seule une petite partie des matières premières et des matériaux transformés retournent dans le cycle économique. Seulement un peu plus de 12 pour cent des matières premières utilisées sont réutilisées. D'autres pays industrialisés, comme les Pays-Bas, font mieux.

**Pour mettre en place une forme efficace d'économie circulaire, quels sont les acteurs qui doivent intervenir ? Quel rôle doit jouer l'État et quelle tâche incombe aux entreprises ou aux acteurs du marché. En principe, il ne semble pas possible de laisser cette tâche au seul marché. Dans ce contexte, comment voyez-vous l'avenir du secteur de l'économie circulaire ?**

L'économie circulaire ne peut pas être réduite à une branche. Au sens traditionnel, on a surtout regardé du côté de la gestion des déchets et du recyclage. Mais la compréhension actuelle considère l'économie circulaire comme un modèle économique global dans lequel, au fond, toute l'industrie est conçue pour que les ressources et matériaux précieux conservent leur valeur et soient utilisés aussi longtemps que possible. Cela signifie que toute l'industrie doit être repensée : Les produits doivent être conçus de manière à ce qu'ils soient réparables, que les pièces d'usure soient faciles à remplacer ou qu'ils conservent les mêmes qualités avec des matières premières secondaires (c'est-à-dire des matériaux recyclés). Dans de nombreux cas, il faudra également réfléchir à de tout nouveaux modèles commerciaux. Dans certains domaines (par exemple la mobilité), nous allons peut-être passer de l'achat à des modèles de partage. Ainsi, à l'avenir, je n'achèterai peut-être plus de voiture, mais j'en partagerai une avec un groupe de voisins. La numérisation y contribue bien sûr aussi. La plus grande tâche incombe aux entreprises.

L'État doit bien sûr définir le cadre et mettre en place des incitations adéquates. L'Union européenne le fait actuellement très fortement, par exemple avec le Circular Economy Action Plan. Et en Allemagne, une stratégie nationale d'économie circulaire est en cours d'élaboration. Les points forts sont par exemple les véhicules et les batteries, les métaux et les plastiques, mais aussi les processus de production circulaires.

***Quelles sont les conséquences des tensions géopolitiques actuelles sur l'orientation future de l'économie allemande dans le sens d'une création de valeur durable, en particulier sur la question des énergies renouvelables ?***

En Algérie, vous êtes sûrement conscient des implications concernant le domaine de l'énergie. L'économie allemande cherche fondamentalement à se tourner vers une production d'énergie neutre sur le plan climatique. Les énergies renouvelables jouent un rôle crucial dans cette transition, tout comme le thème de l'hydrogène vert. Cette semaine, le ministre fédéral de l'Économie est justement en Algérie, au moment même où nous avons l'occasion de mener cette interview. Il en a résulté la création d'une task-force commune chargée de jeter les bases de la construction d'un pipeline d'hydrogène vert reliant l'Algérie à l'Allemagne. Par ailleurs, les tensions géopolitiques ont des effets aigus et à long terme sur les prix de nombreuses matières premières. Et nous

© Photo DR - Armando Garcia Schmidt

avons appris que certaines puissances utilisent la rareté des matières premières dont elles disposent comme une arme. C'est aussi ce qui rend le thème de l'économie circulaire si pertinent. De nombreuses ressources - comme les métaux rares - sont intégrées dans les appareils électroniques. Ces appareils sont utilisés puis jetés comme des déchets, et avec eux les précieux métaux. L'idée de l'économie circulaire, c'est que l'on accède à nouveau de manière ciblée, à ces ressources déjà utilisées, au lieu de s'en débarrasser et de rester dépendant des fournisseurs de ressources.

***En Algérie, l'économie circulaire est à l'état embryonnaire. Où voyez-vous des possibilités de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne, d'une part, et quelle coopération internationale avec les pays d'Afrique du Nord ?***

Je pense qu'il existe un grand potentiel dans ce domaine. Le plus grand potentiel réside certainement, comme je viens de le dire, dans la coopération en matière d'énergies renouvelables et surtout d'hydrogène vert. Il serait bien sûr également souhaitable d'intensifier la coopération dans le secteur industriel, qui doit se réinventer complètement sur la voie de l'économie circulaire. Si nous parlons par exemple de la réparation et du recyclage des produits industriels, qui est également un élément de l'économie circulaire, le besoin en main-d'œuvre va à nouveau augmenter. Celui-ci est très cher en Europe. En Afrique du Nord, il y a des professionnels bien formés. Je pense que les entreprises allemandes pourraient y investir davantage qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent.

## ***Bio express***

***Armando Garcia Schmidt*** travaille depuis 2001 chez la Fondation Bertelsmann, qui est un think tank allemand à but non lucratif. Expert senior du programme économique de la Fondation, il y a dirigé différents projets dans les domaines de programme Europe et Politique économique. Actuellement, il s'intéresse surtout à la capacité d'innovation du paysage entrepreneurial allemand et au potentiel des modèles de création de valeur circulaires et de l'économie circulaire. Armando a étudié l'histoire et les sciences sociales en Allemagne, en Espagne et en France et il a travaillé à l'université allemande par correspondance de Hagen avant de rejoindre la fondation Bertelsmann.



# DOSSIER

## L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE

### ŒUVRENT CONJOINTEMENT POUR

#### UNE TRANSITION DURABLE DES PME

##### *Cap sur l'économie circulaire*

**Par Simon Hafner\***

*Le modèle économique allemand, connu pour ses performances et son intégration dans la mondialisation, suscite toujours curiosité et admiration du côté algérien.*

L'économie circulaire est un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler les produits et les matériaux existants le plus longtemps possible afin qu'ils conservent leur valeur. Ainsi l'objectif devient un découplage de la croissance économique (sur une planète de presque 8 milliards de personnes aux ressources limitées) de l'utilisation des matières premières.

La transition vers une économie circulaire est devenue une priorité pour les entreprises de toutes tailles, y compris les petites et moyennes entreprises (PME). Les PME sont des acteurs clés de l'économie de nos deux rives et leur engagement pour une économie circulaire est crucial pour atteindre les objectifs environnementaux à long terme. En effet, en adoptant des pratiques circulaires, les PME peuvent réduire les coûts de production, améliorer leur image de marque et leur réputation, ainsi que répondre aux attentes des consommateurs en matière de durabilité.

L'absence d'adoption des principes de l'économie circulaire comporte de nombreux risques pour les entreprises. Tout d'abord, cela peut entraîner une augmentation des coûts de production, car les matières premières deviennent plus chères et la gestion des déchets est coûteuse. De plus, les entreprises risquent de perdre des parts de marché, car les consommateurs sont de plus en plus attentifs à l'impact environnemental de leurs achats et préfèrent acheter des produits durables.

En Allemagne, les entreprises ont commencé à adopter des pratiques circulaires, notamment en utilisant des matériaux recyclés et en réduisant la quantité de déchets produits. Cela a permis aux entreprises d'économiser de l'argent, d'améliorer leur image de marque et de se conformer aux réglementations environnementales.



\* Chef de projet Appui aux PME algériennes dans l'économie circulaire à Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

© Simon Hafner



© Adobe Stock

Soucieuse de partager ces expériences avec ses partenaires à l'échelle internationale, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH<sup>1</sup> s'engage dans le domaine de l'économie circulaire en Algérie pour le compte du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). A cette fin et en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique (MIPP), la GIZ met en œuvre le projet « Soutien aux TPME dans l'économie circulaire – SENEK ». Reparti en trois composantes, il poursuit notamment les objectifs suivants :

- Renforcer les compétences techniques et personnelles des institutions étatiques dans la promotion de modèles de gestion innovants en économie circulaire,

- Développer des modules de formation et de coaching en matière d'économie circulaire au profit des PME intéressées, dispensés par des multiplicateurs publics et privés,
- Favoriser la commercialisation de produits et services algériens issus de l'économie circulaire.

*Courant jusqu'à fin 2026, le projet souhaite contribuer à la transition vers des pratiques circulaires en Algérie et se félicite de son partenariat de confiance avec le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique.*

<sup>1</sup> La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH opère en Algérie depuis le milieu des années 1970. Entreprise fédérale, elle est un prestataire de services de la coopération internationale pour le développement durable et l'action éducative internationale. Son principal commettant est le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). En Algérie, elle concentre ses efforts sur les thématiques suivantes : le développement économique durable, la formation et l'emploi ; le climat et l'énergie.

# DOSSIER

## ÉCONOMIE CIRCULAIRE

### DANS LE MONDE

#### *États des lieux et perspectives*

*La production de déchets ne cesse d'augmenter à l'échelle mondiale. Rien que dans l'Union européenne (UE), les citoyens et les entreprises produisent plus de 2 milliards de tonnes de déchets par an, principalement issus de la construction, des mines et de l'industrie, soit 4,8 tonnes par habitant.*

Chaque Européen génère, en moyenne, une demi-tonne de déchets municipaux par an, dont moins de la moitié est recyclée, selon la Banque européenne d'investissement (BEI). Ces déchets ont des effets négatifs sur l'environnement, la santé ainsi que sur la biodiversité et entraînent des coûts de gestion élevés. Leur présence atteste aussi que nous n'utilisons pas les ressources limitées de la Terre de manière efficace. La population mondiale consomme plus de 100 milliards de tonnes de matières premières chaque année et plus de 90 % de l'ensemble de celles qui sont extraites et utilisées sont gaspillés, selon la même source. L'économie circulaire vise à remédier à cette situation en supprimant complètement la notion de déchet. Cet objectif peut être atteint en prolongeant la durée de vie et d'utilisation des ressources, des matériaux et des produits, en repensant et en redéfinissant les produits et les processus opérationnels, en mettant au point des solutions et des modèles de services innovants et en encourageant des modes de consommation plus durables. La BEI dit soutenir la transition vers une économie circulaire au moyen de trois activités qui se renforcent mutuellement : le financement, les services de conseil et la sensibilisation. Entre 2018 et 2022, la BEI a consacré 3,4 milliards d'euros au cofinancement de 118 projets liés à l'économie circulaire dans différents secteurs. En 2020, la Commission européenne a adopté son plan d'action pour l'économie circulaire, un élément essentiel du pacte vert pour l'Europe qui vise à rendre l'Union européenne neutre pour le climat d'ici à 2050. Le plan d'action introduit des mesures spécifiques destinées à promouvoir une économie circulaire, notamment en faisant des produits durables la norme dans l'Union européenne et en mettant l'accent sur les secteurs qui utilisent le plus de ressources – et où le potentiel de circularité est élevé – tels que le matériel électronique et les technologies de l'information, les batteries et les véhicules, les emballages, les plastiques, les textiles, la construction et les bâtiments, et les denrées alimentaires, l'eau et les nutriments.

#### **Moins de 10 % de l'activité économique mondiale est circulaire**

L'économie circulaire permet de préserver les ressources, de réduire notre incidence sur le climat et l'environnement, de favoriser une croissance économique durable et de créer des emplois. Elle peut contribuer en outre à un approvisionnement sûr en matières premières critiques. Environ 45 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent de l'utilisation et de la fabrication de produits, ainsi que de la production alimentaire.

La mise en œuvre de stratégies relevant de l'économie circulaire dans seulement cinq domaines clés (ciment, aluminium, acier, plastique et alimentation) permettrait d'éliminer près de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à la production de biens, soit 9,3 milliards de tonnes d'équivalent CO2 en 2050. Cela reviendrait à supprimer les émissions actuelles issues de l'ensemble des transports. Les interventions favorisant l'économie circulaire peuvent également enrayer la perte de biodiversité à l'échelle mondiale et contribuer à sa restauration aux niveaux de 2000 d'ici à 2035. En réduisant la pollution de l'air, de l'eau et du sol, l'économie circulaire contribue également à protéger notre santé. La transition vers un modèle circulaire peut aussi profiter aux entreprises. En adoptant l'économie circulaire dans leur modèle commercial, leurs procédés de production et leurs produits, les entreprises peuvent réaliser d'importantes économies sur le plan des matériaux, de l'énergie et de la gestion des déchets, et améliorer ainsi leurs rendements et leurs avantages concurrentiels. En outre, l'Organisation internationale du travail estime que la transition vers une économie circulaire pourrait conduire à une augmentation du nombre d'emplois de 7 à 8 millions à l'échelle mondiale d'ici 2030. Or, aujourd'hui, moins de 10 % de l'activité économique mondiale est circulaire.



© Adobe Stock

## ***Algérie : un programme ambitieux dans la gestion des déchets***

L'augmentation prévue de la population mondiale, qui atteindra 9,7 milliards de citoyens en 2050, ainsi que l'essor de la classe moyenne, entraînent une demande explosive de matières premières. En conséquence, si les pratiques de consommation et de production ne changent pas radicalement, les besoins mondiaux en ressources devraient doubler d'ici 2050 », avertit le professeur Nadjib Drouiche, le directeur de l'Anvredet. Pour lui, l'ère numérique dans laquelle nous vivons offre aux entreprises de nombreuses possibilités de relever ces défis. Et d'expliquer que les technologies numériques 4.0 peuvent soutenir la mise en œuvre des principes de l'économie circulaire dans les entreprises en permettant de nouveaux modèles d'entreprise et la refonte des chaînes de valeur, des produits et des modes de consommation vers un nouveau paradigme d'économie circulaire intelligente ». Selon lui, et à l'heure actuelle, on estime que seulement 8,6 % de l'économie mondiale est circulaire. Toutefois, il n'est pas aussi simple de déterminer quelles nations sont en tête de peloton en matière de circularité qu'avec un modèle d'économie linéaire. La Chine a adopté une loi pour la promotion de l'économie circulaire dès 2008, et les objectifs de l'économie circulaire figurent dans les plans économiques quinquennaux chinois. En Inde, l'une des plus grandes économies émergentes, une étude exhaustive sur le potentiel économique d'une voie de développement de l'économie circulaire a été réalisée. Le rapport montre qu'une telle voie apporterait à l'Inde des bénéfices annuels de 218 milliards de dollars en 2030 et une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 23 % par rapport au scénario de développement actuel. Cette étude fonde ses conclusions sur l'analyse économique de trois domaines importants pour l'économie et la société indiennes : les villes et la construction - l'alimentation et l'agriculture - la mobilité et la fabrication de véhicules.

En Algérie, des objectifs ambitieux en matière de traitement des déchets, de développement des énergies renouvelables et de la réutilisation des eaux épurées, qui sont autant de politiques visant à soutenir une transition vers une économie circulaire. En outre, l'Algérie vise à augmenter les taux de réutilisation des eaux épurées à 40% recyclage, 47% des déchets spéciaux, et 60% des déchets inertes seront valorisés à l'horizon 2035. En conclusion, le développement du concept de l'économie circulaire en Algérie peut avoir des avantages économiques supplémentaires substantiels pour l'économie indique le directeur de l'Anvredet. En outre, la rareté relative des ressources autres que le pétrole et le gaz inciterait à s'engager sur la voie d'une économie circulaire. Ce concept pourrait conduire à une réduction de la production de déchets, à une moindre dépendance à l'égard des importations de matières premières essentielles, à une augmentation des possibilités d'emploi ainsi qu'à une diminution des incidences sur l'environnement. Un bon exemple d'économie circulaire commence à prendre de l'essor en Algérie, il s'agit de la filière de recyclable du plastique qui devrait probablement permettre de réduire la quantité de plastique se présente dans l'environnement, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer les moyens de subsistance des personnes travaillant dans ce domaine. Cependant, des défis majeurs lors de la mise en œuvre des politiques d'économie circulaire existent. Ils se déclinent en quatre catégories principales à savoir le besoin de redéfinir les chaînes de valeur, aligner la circularité sur les intérêts des entreprises, promouvoir un comportement circulaire et concevoir des politiques efficaces. À l'instar de la lutte contre le changement climatique, la transition vers une économie circulaire à l'échelle nationale doit se faire de manière holistique et systémique, en s'appuyant sur des efforts de coordination et de collaboration multisectoriels, conclut le professeur Drouiche.

# DOSSIER

## CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE DANS L'INDUSTRIE DE L'EMBALLAGE : PROGRÈS ET DÉFIS

*Durant tout l'année écoulée, le sujet de la mise en place d'une économie circulaire a pris de l'ampleur. Cela s'explique notamment par les projets de la Commission européenne présentés fin 2022 pour un règlement européen sur les emballages, qui affectera l'ensemble de l'économie.*

Les associations et les entreprises de l'industrie de l'emballage vont également de l'avant avec la construction d'une économie circulaire en poursuivant leurs propres développements et idées innovants. Naturellement, l'économie circulaire était également le thème principal de l'interpack de cette année. Un grand nombre d'exposants présents au salon se sont concentrés sur les solutions pour un recyclage efficace et l'utilisation de matériaux recyclés dans la production d'emballages. M. Markus Rustler, président d'interpack et PDG de Theegarten-Pactec, a souligné l'importance de matériaux d'emballage plus durables et recyclables, mais il voit également des défis pour l'industrie. « L'utilisation de matériaux recyclés est un sujet intrigant, par exemple. Si tous les fabricants du monde entier se lançaient à pieds joints dans cet effort, aurions-nous suffisamment de matériaux recyclés disponibles ? En Occident, cela pourrait finalement réussir, car nous disposons de systèmes qui fonctionnent bien pour recycler plus ou moins les matériaux d'emballage. Mais aussi louable que soit cette poussée, qu'en est-il des très grands marchés tels que l'Asie, l'Afrique ou l'Amérique du Sud ? Ces régions du monde sont loin d'avoir une économie circulaire fonctionnelle dans laquelle les matériaux peuvent être recyclés. À mon avis, il faudra des décennies avant qu'ils n'y arrivent. Mais nous devons quand même prendre un départ – le plus tôt sera le mieux », a déclaré M. Rustler. Il est donc de plus en plus urgent aujourd'hui de produire le moins de déchets non recyclables possible afin de préserver les ressources précieuses.

Dans le cadre de son règlement sur les emballages et les déchets d'emballages (PPWR), la Commission européenne prévoit d'imposer des exigences contraignantes pour les emballages et les déchets d'emballages pour tous les matériaux mis sur le marché de l'UE. En poursuivant cette mise à jour législative, la Commission européenne vise à atteindre trois objectifs principaux. La première consiste à éviter la création de

déchets d'emballages en imposant des restrictions sur les emballages inutiles et en privilégiant les solutions réutilisables et rechargeables. Le deuxième est la mise en place d'un circuit fermé de recyclage afin de garantir que tous les emballages sur le marché de l'UE soient réutilisables ou recyclables d'une manière commercialement viable d'ici 2030. Et le troisième est de réduire la demande de matières premières primaires en créant un marché fonctionnel pour les matières premières secondaires tout en augmentant la quantité de plastiques recyclés dans les matériaux d'emballage en fixant des objectifs obligatoires. La proposition fait l'objet d'un débat intense et controversé depuis des mois. Près de 3 000 amendements ont été inscrits à la seule commission de l'environnement du Parlement européen. Le processus législatif a démarré plus tôt cette année. Il n'est pas certain que le processus de trilogue qui suivra, au cours duquel le Conseil européen, le Parlement et la Commission doivent trouver un compromis final, sera achevé avant les prochaines élections européennes de juin 2024. La proposition de la Commission européenne prévoit notamment de réduire les déchets d'emballages en interdisant les emballages inutiles et en promouvant les solutions réutilisables.

### ***Pour une production plastique sans ressources fossiles***

Cependant, la Commission européenne n'est pas la seule à œuvrer pour faire progresser l'économie circulaire. Les associations et les entreprises de l'industrie de l'emballage cherchent leurs propres voies d'avenir et développent des solutions futuristes. Il y a quelques semaines, l'association des producteurs européens de plastique, Plastics Europe, a publié un plan d'action pour la production de plastiques sans ressources fossiles. Il ne sera probablement pas possible d'éliminer complètement l'utilisation de ces matériaux, mais la « Plastics Transition Roadmap » montre comment 65 % des ressources fossiles



© Adobe Stock

dans la production de plastiques peuvent être remplacées par des matières premières circulaires issues de la biomasse, des matériaux recyclés et de la capture du carbone d'ici 2050. « La feuille de route pour la transition vers les plastiques, que nous avons élaborée en collaboration avec Deloitte, montre comment nous pouvons réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans la chaîne de valeur des plastiques de 28 % d'ici 2030 et transformer l'industrie en une économie circulaire respectueuse de l'environnement d'ici 2050. Avec le soutien du gouvernement allemand et de la Commission européenne, les fabricants européens de matières plastiques pourraient augmenter la part des matières premières circulaires dans la production de matières plastiques à 25 % d'ici 2030 et à 65 % d'ici 2050 » a indiqué M. Ingemar Bühler, directeur général, Plastics Europe Allemagne.

### *Plusieurs producteurs s'efforcent désormais de réduire la consommation de plastique.*

Les fabricants de matières plastiques tels que Joma en Autriche développent de plus en plus de solutions recyclables destinées à faire progresser une économie circulaire durable en fermant les boucles de matériaux et en réduisant l'utilisation de matériaux.

Pour les autres matériaux d'emballage, la tendance est de plus en plus aux solutions circulaires. Les cartons à boissons en sont un exemple : le fabricant suisse SIG a développé un matériau d'emballage à barrière intégrale pour les solutions d'emballage en carton aseptique qui ne nécessite pas de couche d'aluminium.

### ***Boucle basée sur les données pour les matériaux d'emballage***

D'où proviennent les matières premières utilisées dans les emballages ? Quand et où ont-ils été traités, et en quoi ont-ils été transformés exactement ? Les bouteilles de shampoing, les doublures de céréales et autres solutions d'emballage ont souvent une structure complexe composée de différents matériaux. Pour que les entreprises sachent de quoi il s'agit au cours du processus de création de valeur, elles ont besoin de transparence sur le type, l'origine et le traitement des matières premières utilisées. Mais à l'heure actuelle, il n'existe pas d'enregistrement standardisé ou de fourniture structurée d'informations sur le recyclage dans les processus de production des plastiques. Pour faciliter la tâche, GS1 Allemagne s'est associé aux parties prenantes de l'industrie du plastique pour élaborer les directives de traçabilité circulaire des plastiques pour une collecte standardisée et un partage structuré des données relatives au recyclage.

Un cadre de données commun permet désormais à tous les partenaires impliqués de partager des données cohérentes entre eux et de retracer le parcours de chaque plastique à travers le système de boucle. De nombreux projets de recherche explorent les applications possibles des matières premières renouvelables. C'est notamment le cas de l'entreprise allemande Brabender qui, en collaboration avec l'Université de technologie de Dresde, utilise des algues marines pour produire un film biodégradable qui se dissout simplement après utilisation.

# LA FONDATION SIG REMORTE LE PREMIER CONCOURS DU PROJET SAVE FOOD

*Avec « Cartons for Good », la Fondation SIG s'appuie sur le savoir-faire de SIG pour réduire les pertes alimentaires dans le monde et a remporté le concours de projets organisé par l'initiative SAVE FOOD.*

**L**e projet représente l'utilisation de l'innovation et de la technologie pour résoudre l'un des problèmes mondiaux les plus urgents. L'initiative SAVE FOOD parraine le projet d'un membre à hauteur de 20 000 €. Conformément à leur vision de réduire le gaspillage et les pertes alimentaires dans le monde, les membres fondateurs ont décidé de mettre ces fonds à disposition. Le concours du projet SAVE FOOD promeut des solutions qui contribuent à réduire les 1,3 milliard de tonnes de nourriture perdues ou gaspillées chaque année. Un accent particulier est mis ici sur l'accompagnement des acteurs dans les étapes de transformation, de conditionnement et de distribution de la chaîne d'approvisionnement ; L'objectif est de les aider à exploiter pleinement leur potentiel pour traiter l'alimentation de manière durable et responsable. Lors de la première édition du concours du projet SAVE FOOD, la Fondation SIG a remporté le prix « Cartons for Good ». Le projet utilise la technologie de remplissage SIG pour aider les habitants des pays en développement à transformer leurs aliments en repas localement et à prolonger leur durée de conservation.



© Adobe Stock

# ALLEMAGNE

## LES RETOMBÉES DE LA CRISE BUDGÉTAIRE

*La crise budgétaire qu'a vécu l'Allemagne durant la fin d'année passée a suscité de la grogne dans l'agriculture, l'aérien et le secteur automobile. L'industrie s'inquiète également de leur impact sur les prix de l'électricité.*



© Photo DR

**A**près avoir mis un mois à se mettre d'accord sur un budget 2024, le gouvernement fait désormais face à la grogne des entreprises et des particuliers. Les agriculteurs sont même sortis dans la rue à Berlin afin de protester contre la suppression des avantages fiscaux sur les véhicules et le diesel agricoles. Une mesure qui doit rapporter 920 millions d'euros à l'État. Même réaction de la part du secteur automobile touché, lui aussi, par la disparition brutale d'une prime pour l'achat d'un véhicule électrique pouvant aller jusqu'à 6 750 euros. Une mesure qui a uni les constructeurs, concessionnaires, défenseurs de l'environnement et associations de consommateurs contre le gouvernement, qui voulait pourtant mettre 15 millions de voitures électriques sur les routes d'ici à 2030.

Dans l'aérien, une taxe sur le kérosène pour les vols intérieurs a été finalement abandonnée, mais à la place, l'État va augmenter la taxe sur les billets qui s'applique à chaque passager s'envolant depuis un aéroport allemand. Aujourd'hui, celle-ci va de 12,73 euros à 58,06 euros par passager, en fonction du trajet. L'augmentation du prix de la tonne de CO2 de 30 à 45 euros va aussi peser sur les prix de l'essence, du diesel et du chauffage au gaz.

### **Secteur industriel : de l'électricité dans l'air**

Dans l'électricité, la suppression d'une aide de 5,5 milliards pour les gestionnaires des réseaux de transport d'électricité va faire augmenter les prix de la taxe d'acheminement de l'électricité alors qu'elle représente environ un cinquième des prix du kilowattheure. Conjuguées à un serrage de vis des dépenses des ministères de 2,8 milliards, des cessions d'actifs de la Deutsche Bahn, une taxe sur le plastique et une restriction des aides pour l'industrie solaire, toutes ces mesures permettront de combler un trou de 17 milliards d'euros dans le budget fédéral 2024 et de compenser 12,7 milliards d'euros de dépenses initialement financées par un fonds spécial extra-budgétaire. Au total, le déficit budgétaire devrait s'élever à 1,5 % l'an prochain.

Loin d'être exhaustives, toutes ces retombées de la crise budgétaire dans le pays vont accentuer encore les

incertitudes sur l'état de l'économie allemande dans les mois à venir. D'ailleurs, et à en croire une enquête conjoncturelle de la Chambre allemande de commerce et d'industrie (DIHK) réalisée au début de l'année 2024 et qui a impliqué la participation de plus de 27.000 entreprises de tous les secteurs et de toutes les régions, il en ressort la consolidation de la mauvaise humeur. En effet, et selon les résultats de l'enquête, la mauvaise humeur des entreprises continue à se consolider. Des attentes commerciales sombres : Plus d'un tiers de toutes les entreprises (35 %) ont des prévisions commerciales négatives pour les douze prochains mois. Seule une entreprise sur sept (14 %) s'attend à une amélioration de ses affaires. Mais malgré les sombres prévisions économiques, les entreprises évaluent encore leur situation économique actuelle de manière légèrement positive. Cet optimisme a toutefois baissé et se situe nettement en dessous de la moyenne à long terme. Selon l'enquête de DIHK, la situation commerciale actuelle est légèrement positive. En effet, et malgré les sombres prévisions commerciales, les entreprises évaluent encore leur situation commerciale actuelle de manière légèrement positive. Cet optimisme a toutefois baissé et se situe nettement en dessous de la moyenne à long terme. Pour les grandes entreprises de plus de 1000 salariés, il a été constaté une évolution particulière puisqu'elles enregistrent une amélioration de l'évaluation de la situation et des attentes commerciales plus optimistes.

L'enquête met en évidence le fait que les entreprises sont confrontées à une multitude de risques commerciaux, notamment les prix de l'énergie et des matières premières, le cadre politico-économique, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la bureaucratie. Cette dernière est vue par les entreprises enquêtées par DIHK comme le plus grand obstacle à l'activité commerciale.

Enfin, et concernant les prévisions pour l'année en cours, et compte tenu des perspectives moroses et du faible début d'année, la DIHK prévoit un recul de la performance économique de 0,5 %, ce qui constituerait la deuxième phase de deux années consécutives de récession dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre.

# CONJONCTURE

## L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2024

### *Des perspectives assombries par les risques géopolitiques*

*Après une année difficile, un rebond significatif pour l'économie mondiale est improbable pour 2024, selon divers rapports d'organisations internationales spécialisées.*



**L**es risques géopolitiques risquent plutôt de compliquer un peu plus la situation. Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, la croissance mondiale devrait ralentir à 2,9 % en 2024, après une expansion de 3,1 % en 2023. L'inflation mondiale devrait se stabiliser à environ 5,5 % en 2024. Les pays en développement devraient connaître une croissance de 4,2 % en 2024, contre 4,6 % en 2023. Les économies avancées devraient connaître une croissance de 1,7 % en 2024, contre 2,0 % en 2023.

Pour le fonds monétaire international (FMI), l'inflation globale à l'échelle mondiale devrait passer à 5,2 % en 2024. « Les risques qui pèsent sur les perspectives restent orientés à la baisse. L'inflation pourrait rester élevée et même s'accélérer si d'autres chocs se produisaient. Les turbulences du secteur financier pourraient reprendre, à mesure que les

marchés s'adaptent à un nouveau resserrement des politiques menées par les banques centrales » estime cette organisation internationale.

### ***L'Algérie devra bénéficier de la hausse des prix du pétrole***

Selon le rapport du FMI, les perspectives économiques en Afrique pour 2024 sont modérément optimistes, malgré les défis liés au changement climatique et aux conflits politiques. La croissance économique en Afrique subsaharienne devrait atteindre 4,5 % en 2024. Les pays exportateurs de pétrole, comme l'Algérie, le Nigeria, l'Angola et le Gabon, devraient bénéficier de la hausse des prix du pétrole. Selon les prévisions du FMI, en Chine, la reprise pourrait ralentir, en partie à cause de problèmes non résolus dans le secteur immobilier, ce qui engendrerait des effets de

contagion au-delà des frontières du pays. Les situations de surendettement souverain pourraient s'étendre à un plus grand nombre de pays. De son côté, l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) indique que la croissance mondiale du PIB devrait s'établir à 2,7 %, en 2024, puis de connaître une modeste embellie pour s'établir à 3,0 % en 2025. L'Asie devrait encore être à l'origine de l'essentiel de la croissance mondiale en 2024-25.

## ***Allemagne : Récession en 2023, craintes pour 2024***

L'activité économique de l'Allemagne s'est contractée de 0,3% en 2023 selon les chiffres de l'office fédéral allemand des statistiques Destatis. Un coup de frein qui s'explique par la crise de l'énergie, le ralentissement de la demande et des difficultés à l'export. La récession pourrait avoir des conséquences sur le chômage dans le pays. Les instituts économiques Ifo et IfW ont tous deux revu à la baisse leurs prévisions les plus récentes pour 2024, tout en se montrant plus optimistes que le gouvernement : L'Ifo prévoit désormais une croissance économique de 0,7 %, contre 0,9 % précédemment, et l'IfW prévoit 0,9 %, contre 1,3 % précédemment. Cependant, l'Institut économique IW prévoit une baisse du produit intérieur brut de 0,5%. Par ailleurs, KPMG, qui est un acteur international multidisciplinaire dans sa nouvelle édition du Global Economic Outlook, estime qu'un rebond significatif de l'économie mondiale en 2024 est très improbable, malgré la décélération de l'inflation observée ces derniers mois et la perspective d'une détente sur les taux d'intérêt impulsée par les banques centrales.

Les économistes des firmes membres du réseau KPMG dans le monde qui livrent leurs analyses et prévisions économiques pour 2024 et 2025 dans 37 pays et zones géographiques tablent sur une croissance de l'économie mondiale à 2,4 % en 2024, contre 2,6 % en 2023, avec un retour à 2,6 % en 2025. Pour les experts de KPMG, l'inflation mondiale devrait se stabiliser à 5 % en 2024 et 3,9 % en 2025. Mais il est toujours possible que des obstacles inattendus se dressent sur le chemin de la désinflation comme une nouvelle flambée des prix de l'énergie ou la persistance de fortes hausses des prix dans un certain nombre de pays a-t-on indiqué. À propos des politiques monétaires, le KPMG Global Economic Outlook estime que les banques centrales sont au maximum de ce qu'elles peuvent faire en matière de politiques restrictives. Mais la question est de savoir quand le mouvement de baisse des taux d'intérêt va s'amorcer et avec quelle ampleur.

Concernant le commerce mondial, les experts de KPMG observent que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont secouées par les bouleversements géopolitiques. La part du commerce mondial dans le PIB mondial n'augmente plus depuis 2008, où elle avait atteint 64 %. Les restrictions au commerce mondial se sont

accrues depuis 2018, en particulier dans les échanges entre les États-Unis et la Chine. La fragmentation géoéconomique du monde, si elle se poursuit, pourrait réduire de 5 % la taille de l'économie mondiale sur le long terme, conclut KPMG.

Cependant, les analystes estiment que la guerre d'Israël à Gaza a des répercussions significatives sur le commerce mondial. En effet, l'on a estimé que la poursuite des opérations militaires pourrait coûter 1000 milliards de dollars à l'économie mondiale. Le conflit au Moyen-Orient pourrait avoir des répercussions à l'échelle mondiale, car la région est considérée comme un fournisseur vital d'énergie et un important corridor de transport maritime. Trois scénarios sont prévus : un conflit confiné à Gaza et à Israël, une extension de la guerre aux pays voisins, une confrontation directe entre les deux ennemis régionaux : Israéliens et Iraniens. Le volume du trafic commercial passant par le canal de Suez a chuté de plus de 40% au cours des deux mois précédents. Si les hostilités se propagent, cela pourrait être plus problématique pour le monde dans son ensemble.



© Photo DR

# KAS ÉCO



157 rue Mohamed Zekkal El Madania, Alger  
+213 (0) 44 192 505 [kasalgerie@kas.de](mailto:kasalgerie@kas.de)  
[www.kas.de/algerien](http://www.kas.de/algerien)

©2023-2024 Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie. Tous droits réservés.